AVEC LA CGT EDUC'ACTION 95, POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE !

La possibilité de contrôle syndical sur l'administration dans les commissions paritaires a été considérablement réduite par la loi de Transformation de la Fonction Publique.

En écho à la politique du gouvernement, les pratiques opaques, clientélistes et arbitraires de la hiérarchie se généralisent, sur le déroulement de nos carrières comme sur le mouvement, et pèsent sur la gestion quotidienne de notre vie professionnelle (formation professionnelle, temps partiels, rendez-vous de carrière, détachements, postes à profil, injonctions incessantes...).
Elles amplifient la remise en cause de nos droits de salarié·es, de nos droits syndicaux et la souffrance au travail.

En utilisant le bulletin de vote CGT, ces élections professionnelles sont l'occasion d'envoyer un message clair contre ce durcissement «managérial» toxique, pour le faire cesser ! Nous défendons un syndicalisme combatif, solidaire, unitaire, le seul qui puisse obtenir de nouvelles conquêtes sociales, et qui milite en faveur de la reconstruction d'un collectif de travail au service d'une école émancipatrice. Notre organisation est impliquée dans toutes les luttes en faveur des salarié·es, que ce soit dans l'Éducation (pour la souveraineté au travail, pour une inclusion de qualité, mobilisations pour un vrai statut d'AESH, contre les violences sexistes et sexuelle au travail, contre les évaluations d'école, contre les évaluations nationales etc.) ou au niveau interprofessionnel (contre la casse des retraites, pour l'augmentation des salaires et des postes de fonctionnaires, etc.). C'est la force de notre syndicalisme intercatégoriel et interprofessionnel.

Notre bilan d'action en CAPD et plus largement dans le 1er degré depuis 2022 :

La CGT Educ'action 95, depuis 4 ans, a fait entendre en CAPD et dans les autres instances, la voix des luttes collectives dans l'Éducation et dans l'interprofessionnel. La voix des collègues qui n'acceptent pas de voir transformer l'école en marchandise, se dissoudre les valeurs du service public, et qui exigent l'unité du camp de la lutte, pour gagner !

Dans l'œuvre revendicative quotidienne, nous avons défendu tous les recours des collègues lors de ces quatre dernières années. Notre intervention a largement dépassé le champ d'intervention restreint de la CAPD du Val d'Oise (recours rendez-vous de carrière, temps partiels et disponibilités).

- Nous sommes intervenu·es sur le terrain dans près de 280 écoles auprès des collègues titulaires, stagiaires, contractuel·les et AESH.
- Nous avons défendu plusieurs centaines de recours lors des différents mouvements intradépartementaux et interdépartementaux.
- Nous sommes intervenu·es pour soutenir les centaines de collègues maltraité·es financièrement par la DSDEN.
- Nous avons été présent·es auprès de tous les personnels des écoles pour prévenir la santé et la sécurité au travail, en portant collectivement nos revendications en F3SCT.
- Nous nous sommes mobilisé·es face aux fermetures de classe qui s'appuient sur des repères archaïques et qui ne prennent pas en compte la diversité du nouveau peuple scolaire.



ON VOTE ET FAIT VOTER CGT EDUC

ÉLECTION À LA CAPD DES PROFESSEURS DES ÉCOLES ET INSTITUTEURS DU VAL D'OISE

Scrutin du 3 au 10 décembre 2026

NON À LA MARCHANDISATION DE L'ÉCOLE

La CGT Éduc'action 95 s'oppose avec détermination à une politique éducative néolibérale qui depuis des années impose toujours plus loin sa doctrine réactionnaire destructrice. De nombreux·ses collègues ne comprennent plus le sens du métier quand la parole des praticien·nes que nous sommes devient suspecte face à celle - hors sol et opportuniste - des expert·es du ministère, parfois ex-pairs.

La politique éducative du président Macron a été un désastre. La macronie a fait de l'école son terrain de jeu pour l'obsession de la performance, de l'évaluation permanente pour « contractualiser des objectifs » afin de privatiser (évaluations d'école, formations constellation, évaluations nationales, écoles en résidence (surveillance). C'est celle du management agressif par délégation d'autorité qui tue le collectif de travail, celle de la dictature des « indicateurs », de l'empilement des « dispositifs ». Une école qui substitue des listes de compétences à la construction des savoirs, qui confond individualisation et personnalisation des apprentissages. Une école où la méthodologie de projet est l'héritière de la « gestion axée sur les résultats » du new public management, où règne la compétition et la mise en concurrence. **C'est une politique folle et totalitaire de suppression du service public d'Éducation.**

SE RÉAPPROPRIER NOTRE ÉCOLE NOTRE TRAVAIL

Nous affirmons que l'école doit, à l'opposé, être un lieu d'émancipation et de coopération :

•**Qui fait de chaque enseignant·e ou AESH un individu engagé dans sa classe,** qui oeuvre à changer l'école pour changer la société vers une égalité de fait. Un·e praticien·ne qui puise dans l'héritage des techniques et outils légués par les pédagogues de l'école moderne. Un·e chercheur·se qui explore dans une dynamique d'échange, dans une relation de confiance et de respect (et donc pas de hiérarchie dans l'école !) ;

•**Qui fait de chaque enfant, un individu qui apprend et s'émancipe à son rythme** pour devenir un·e citoyen·ne libre, apte à faire vivre la démocratie, apte à faire face aux défis du réchauffement climatique, un auteur responsable et critique. L'école doit être un milieu vivant qui lui offre un espace d'autonomie et d'initiative, de droit à l'expression et à l'erreur, à la recherche, à la confrontation et au tâtonnement. Un milieu qui permette des moments de dialogues, d'échanges et de coopération réelle entre pairs.

Cet enjeu démocratique est encore plus nécessaire pour les enfants qui ont le plus besoin d'école, dans les quartiers populaires. La liberté pédagogique est donc la clé de voûte du métier d'enseignant·e. Seul le statut nous le garantit !

DANS L'IMMÉDIAT, NOUS REVENDIQUONS :

•**L'abrogation de la loi Rilhac, l'abandon immédiat des évaluations d'école, des évaluations d'écoles, du processus des écoles cibles et des écoles en résidence,**

•**La reconnaissance de nos qualifications :** Un vrai statut pour toutes et tous, à commencer par les AESH ! •Augmentation immédiate des salaires : + 400 euros tout de suite, revalorisation de toutes les grilles et indexation des salaires sur les prix et l'inflation !

•**Le recrutement massif** de personnels titulaires enseignants, AESH, médecins et infirmiers scolaires, pédopsychiatres, éducateurs spécialisés, ..

•**Un statut de fonctionnaire-citoyen renforcé**, qui réaffirme notre liberté pédagogique et notre regard critique sur la politique éducative.

•**La réappropriation de notre souveraineté sur notre temps de travail**

•**Une formation initiale et continue de qualité, choisie, connectée à nos préoccupations de terrain** et qui prenne en compte les apports théoriques des diverses recherches et notamment les pédagogies coopératives.

•**Des classes avec des effectifs réduits,** sans lesquels il n'y a pas de pédagogie possible.

•De véritables conditions favorables à l'inclusion scolaire.

•Des moyens de remplacement pour assurer la continuité d'enseignement à tou·tes les élèves.

•Des RASED avec des missions de rééducation de la difficulté scolaire (trop souvent confondue avec le handicap).



ON VOTE ET FAIT VOTER CGT EDUC